

page 5

éditorial

PRE

Une fois encore, le Moyen-Orient campe en première ligne du désordre international.

Depuis trois décennies, de multiples évolutions ont affecté la donne. La décomposition de structures étatiques post-décolonisation (Irak, Syrie dans la suite des Printemps arabes) ; les États survivants se signalant souvent par leur fragilité, structurelle et face au chaos extérieur. La position paradoxale des États-Unis : tentés de relativiser l'importance de la région dans leur stratégie – alors qu'ils dépendent moins de ses sources d'énergie et se tournent vers les défis chinois – ; Washington demeure pourtant massivement présente dans la région, à la fois militairement et avec sa double obsession iranienne et israélienne. La montée en puissance russe : Moscou est maintenant le seul grand acteur à négocier avec la totalité des antagonistes de la région. L'affirmation de puissances régionales (Iran, Turquie, Arabie Saoudite...) qu'encourage l'absence de régulation de « grands » extérieurs, puissances très divisées alors même qu'elles s'imaginent dominer la donne. La menace du terrorisme islamiste, toujours présente dans ses métamorphoses, liée aux déstabilisations de la région mais s'étendant bien au-delà. L'enjeu climatique enfin, avec l'horizon d'un changement des modes de consommation mondiales, qui contraint les économies de rente à de redoutables conversions, porteuses sans doute de changements politiques aussi fondamentaux...

Autour du golfe Arabo-Persique s'organise, ou se défait, un jeu qui demeure d'importance mondiale : la région est pour longtemps encore essentielle à la consommation de grandes économies (Europe, Asie...) Mais ce jeu paraît davantage marqué par des développements locaux, régionaux, encadrant et contraignant les grandes manœuvres internationales. C'est sur l'ordonnancement de ces facteurs régionaux et globaux que s'interroge le dossier de ce numéro.

Les efforts affichés par les monarchies du Golfe pour entrer dans leur propre transition énergétique sont-ils crédibles ? Les Émirats et Riyad ont annoncé d'ambitieux plans de reconversion, qui s'appuient sur le développement d'énergies renouvelables, et l'appel aux investissements étrangers pour redessiner l'ensemble du secteur énergétique. Quelles conséquences pourraient avoir ces bouleversements sur les systèmes politico-économiques internes, et sur les relations de ces pays avec les grandes zones de consommation de la planète ?

L'Iran apparaît aujourd'hui comme un vainqueur dans les drames irakien et syrien ; mais aussi comme une puissance impériale suscitant réticences, ou rejet, de populations pourtant « amies » – pour ne rien dire des

mouvements de son propre peuple. Dans une politique étrangère complexe, qui vise à la fois à l'expansion idéologique, à la sauvegarde du pays face au triangle Washington/Riyad/Tel Aviv, et à la survie du régime, que pèsent ces objectifs, et les groupes et institutions qui les incarnent ?

L'Arabie Saoudite change-t-elle vraiment ? L'analyse de sa diplomatie religieuse est sans nul doute un bon point d'observation pour dépasser les campagnes d'auto-promotion. Oui le discours du pays sur l'islam évolue avec, entre autres mouvements, une certaine ouverture aux autres religions, un tarissement des circuits les plus visibles d'aide au djihadisme... Mais la pratique de l'appareil religieux interne demeure loin des ouvertures officielles, et le wahhabisme de stricte observance se projette toujours vers d'autres régions, par exemple en Afrique. L'Arabie Saoudite wahhabite, qui n'a jamais effectué d'*aggiornamento* doctrinal, est toujours source de messages religieux contradictoires.

Les Émirats arabes unis ont-ils les moyens de leurs ambitions ? Ils s'affirment de plus en plus comme un acteur important, souvent mais pas toujours en ligne avec le voisin saoudien, et alternant les démonstrations de force économiques et financières, comme militaires. Leur méfiance vis-à-vis de tout changement de régime dans la région, leur rejet absolu des Frères musulmans, dessinent une posture diplomatique particulière. La crise avec le Qatar n'empêche pas les échanges économiques ; et les résultats mitigés de l'expédition yéménite permettent aux Émirats d'adopter une position qui se démarque de celle de Riyad. Reste à évaluer la solidité des liens noués par les Émirats avec les acteurs extérieurs à la région ; et le poids des contradictions internes entre composantes de la fédération.

Le tableau serait incomplet sans retour sur le rapprochement entre les diplomaties israélienne et des pays du Golfe. L'entente de fait existe depuis beau temps. Elle se fait plus visible face à l'obsession iranienne et à la crainte d'un désengagement américain. Au prix d'une marginalisation de la question palestinienne. Cette dernière est désormais la grande absente, sur le fond, des débats de la région. Comme si elle n'était plus guère qu'un irritant relevant d'anti-douleurs modérés. Mais pour combien de temps ?

La rubrique *Contrechamps* de ce numéro s'ouvre à deux commentaires européens sur le « nouveau cours » souhaité par le président de la République française pour les relations avec Moscou. Les questions que posent ces deux commentaires – l'un polonais, l'autre allemand – sont multiples. Ce que nous pensons du cours historique de la Russie

contemporaine est-il détachable de Vladimir Poutine ? Nos stratégies vis-à-vis de Moscou sont-elles, donc, détachables de ce que nous pensons du régime poutinien, et de ses pratiques diplomatiques ? Et ces dernières peuvent-elles résumer l'être et l'action du pays, un pays gouverné par un régime avec lequel il serait impossible de s'entendre ?

Le débat est là. Sur la nature du régime russe, ou même l'analyse factuelle de la politique étrangère russe, on peut s'accorder entre Européens. Les divergences portent sur ce que représente cette dernière. Pour le chef de l'État et certains analystes français ou allemands, les choix russes actuels constituent une réponse à une humiliation historique, et aux erreurs accumulées de l'Occident. La Russie ne peut donc être réduite aux manœuvres diplomatiques opportunistes de son président. Pour les commentaires polonais et allemand que nous publions ici, c'est bien la nature même du régime qui est responsable de ses déviations diplomatiques, qui lui sont consubstantielles. L'Occident ne porte pas de responsabilité dans la dégradation de ses relations avec Moscou ; nul changement de cours à l'Ouest n'est donc nécessaire.

Ce débat pose une vraie question de gouvernance politique à l'Union européenne. L'UE peut-elle s'entendre sur une position commune vis-à-vis de la Russie, hors plus petit dénominateur commun : l'acceptation, bougonne ou enthousiaste, des positions de Washington ? Les deux auteurs ont beau jeu de souligner que la position du président français s'est affirmée sans trop de concertation avec ses partenaires européens : cette concertation aurait-elle pu produire une politique ? Traditionnelle dans les débats européens, la question russe est toujours pomme de discorde entre des géographies, des cultures, des héritages historiques contradictoires, et contraignants. Mais elle symbolise aussi l'incapacité d'une Union très plurielle à considérer d'un seul œil ses environnements stratégiques.

Ce numéro de *Politique étrangère* propose également deux réflexions sur les poids lourds du monde asiatique, la Chine et l'Inde, dont l'avenir déterminera en grande part les équilibres mondiaux. L'apparente prise de pouvoir technologique de la Chine est-elle si irrépressible, est-elle d'ailleurs conforme à la réalité ? Quant à l'Inde, ses complexes équilibres internes ne sont-ils pas gravement mis en cause par le nationalisme hindou au pouvoir ? Manière de rappeler que toute puissance est vulnérable, peut-être surtout dans la force de son envol, que toute puissance est fongible dans l'histoire.